

L'Argentine met fin à la retraite par capitalisation

21/10/2008 - Hier, 23h05

La présidente argentine Cristina Fernandez a signé mardi un projet de loi transférant à l'Etat la totalité de l'épargne-retraite des Argentins et marquant la fin de sa gestion privée par des fonds de pension.



Dans un communiqué, le gouvernement souligne que cette décision « élimine le régime actuel de (retraite par) capitalisation, qui sera progressivement remplacé par un régime de répartition (public) ».

Ce plan, ajoute le gouvernement, « signifie la fin du système en échec » des retraites privées.

L'épargne-retraite, qui représente quelque 30 milliards de dollars, est actuellement géré par des fonds privés

créés en 1994 lors de la vague de privatisation des systèmes de pension lancée par de nombreux pays d'Amérique latine.

Le projet de loi va désormais être examiné par le Congrès, où les alliés de Fernandez sont majoritaires. Le gouvernement justifie son projet par la nécessité de protéger l'épargne des Argentins contre les turbulences des marchés financiers mondiaux.

"Le système des AFJP (ndlr, les fonds de pension privés) n'a pas bénéficié aux futurs retraités et a également gravement nui aux comptes publics", expliquait dans la journée le secrétaire général adjoint du gouvernement, Juan Manuel Abal Medina, interrogé par l'agence de presse Telam. "Avec le nouveau système de retraite que nous annoncerons aujourd'hui, le gouvernement soldera définitivement l'héritage des années 1990."

Les détracteurs du projet gouvernemental estiment que l'administration Kirchner cherche seulement à s'assurer le contrôle de fonds supplémentaires en prévision d'un exercice budgétaire qui s'annonce délicat.

Plus tôt dans la journée, un juge fédéral argentin avait interdit pour sept jours aux administrateurs des dix fonds de pension d'exercer à la Bourse de Buenos Aires, selon un document de justice obtenu par Reuters.

Le parquet fédéral avait demandé à un tribunal d'enquêter sur les fonds qu'il soupçonnait de vendre illégalement des obligations d'État avant l'annonce attendue par le gouvernement d'un plan de reprise de l'épargne retraite des Argentins.

La perspective de ce projet de loi avait fait trébucher mardi les marchés actions et obligations argentins, ainsi que le peso. Les dix fonds de pension sont les principaux investisseurs institutionnels du pays.

Walter Bianchi et Helen Popper, version française Gilles Guillaume et Henri-Pierre André